David R. Shearer, Policing Stalin's Socialism

Nathalie Moine

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/monderusse/7178>

DOI : 10.4000/monderusse.7178

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2009

Pagination : 827-831

ISBN : 978-2-7132-2261-0

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Nathalie Moine, « David R. Shearer, Policing Stalin's Socialism », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 50/4 | 2009, mis en ligne le 12 janvier 2011, consulté le 03 septembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/7178> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/monderusse.7178>

Ce document a été généré automatiquement le 3 septembre 2022.

Tous droits réservés

David R. Shearer, Policing Stalin's Socialism

Nathalie Moine

RÉFÉRENCE

David R. SHEARER, **Policing Stalin's Socialism. Repression and Social Order in the Soviet Union, 1924-1953**. New Haven : Yale University Press, 507 p.

- 1 Dans ce livre copieux, David Shearer rend compte d'un phénomène majeur des années 1930 dans l'Union soviétique stalinienne : la multiplication d'une répression violente et extrajudiciaire aboutissant aux opérations de masse des années 1937-1938. L'idée principale de l'ouvrage est la suivante : à partir du début des années 1930, on assiste à une politisation de la question de l'ordre public, qui relève désormais de la Sécurité d'État (Shearer cite à ce propos le discours de Stalin de janvier 1933 définissant une nouvelle guerre de classe sous les traits du sabotage). C'est la fin de l'opposition politique frontale, le problème du désordre social étant désormais sur le devant de la scène. Alors que les violences perpétrées par le pouvoir dans les campagnes pour implanter collectivisation forcée et dékoulakisation se caractérisaient encore comme une véritable guerre contre une classe, faisant appel à la propagande et à la participation populaire, les événements de la suite des années 1930 sont marqués par une nouvelle catégorisation de la population, mettant en avant des critères qui relèvent désormais moins de la classe au sens strict que du passé criminel des individus et de leur attitude déviante aux yeux du régime. Il s'agit pour le pouvoir soviétique de faire face à une situation sociale chaotique née de la dislocation provoquée par le premier plan quinquennal. D'où la prise en charge par la police politique d'un nombre croissant de questions relevant auparavant des institutions sociales dans les années 1920. La mise de la police régulière sous la coupe de la police politique est la traduction de cette nouvelle interprétation du désordre social. Car c'est bien la construction par Jagoda — placé à la direction de la Tcheka puis de la GPU et commissaire du nouveau NKVD de juillet 1934 à septembre 1936 — d'un empire policier au centre de l'État stalinien, relevant désormais

d'un seul commissariat du peuple, le NKVD, dominé par l'ancien OGPU (Čeka-GPU-OGPU)¹ conformément à la volonté de Stalin, qui constitue le récit central du livre. Ce nouvel ensemble succède à un appareil policier éclaté, faible en effectifs, mal formé et corrompu.

- 2 La constitution d'un système de surveillance massif par le biais de l'enregistrement dans différents fichiers destinés à couvrir des secteurs de plus en plus larges de la population, le tout dans une perspective de police prophylactique, est la grande affaire des années 1930; parallèlement, une importance moindre est accordée au réseau d'informateurs. Dès lors, les fichiers de la police régulière et de la police politique tendent à se recouper et à doubler. L'aspect le plus important de ce fichage proliférant naît de l'instauration du système de passeport intérieur et d'enregistrement du lieu de résidence. Par ailleurs, Shearer insiste sur la confusion qui caractérise le fonctionnement de ces fichiers, ainsi que sur un certain laxisme dans la mise en œuvre du système de passeport et d'enregistrement du lieu de résidence.
- 3 Changeant de nature, la répression change aussi largement de lieu. Après les zones rurales au début des années 1930, les campagnes de l'OGPU frappent désormais avant tout les villes, les grands axes de communication et les zones frontalières à partir de l'été 1932. Les opérations contre les marginaux vont occuper l'essentiel des capacités de la police politique et civile pendant tout le milieu des années 1930. De fait, campagnes et répression extrajudiciaire de masse caractérisent le fonctionnement policier de cette décennie. Ancrées dans l'expérience de la dékoulakisation, ces méthodes se révèlent les plus aptes à contourner le problème posé par des ressources en hommes encore relativement faibles. La description de la population en termes de catégories mal définies et ayant tendance à fusionner, qui fait des marginaux et des criminels ordinaires des éléments antisoviétiques, voire contre-révolutionnaires, contribue également à cette culture de la campagne de masse. La distribution d'un passeport intérieur à partir du début de l'année 1933, ainsi que l'instauration de villes et de territoires « à régime spécial », marquent un tournant décisif, puisque le système de contrôle de la population ainsi institué occupe une place centrale dans la politique de surveillance et de répression massive qui a cours tout au long des années 1930. Ainsi, la prétendue diminution du niveau de répression de l'année 1934, fondée sur le nombre de personnes arrêtées et jugées, ne résiste pas au regard de l'accroissement du nombre des victimes de la répression extrajudiciaire. Cette activité répressive ne faiblit pas au cours des années 1935-1936. Shearer étudie en particulier le tournant dans la conception de la lutte contre la criminalité et le vagabondage juvéniles, qui conduit en 1935 à l'éviction du Narkompros du traitement de ces questions et à l'abaissement de l'âge de la responsabilité pénale à douze ans. Des rafles massives d'enfants et d'adolescents s'ensuivent, qui amènent beaucoup d'entre eux dans les colonies de travail du NKVD.
- 4 L'énorme travail d'ingénierie sociale dévolu à la police comporte une forte dimension spatiale. L'auteur accorde une attention particulière aux zones où affluent les personnes catégorisées comme socialement « dangereuses » et « nuisibles », soit qu'elles aient été déportées et limitées dans leur déplacement par des restrictions de résidence mises en place par le système des passeports, soit qu'elles aient d'elles-mêmes fui les zones à régime spécial, où elles étaient pourchassées. Shearer décrit ce qu'il appelle « l'exploitation forcée de zones coloniales » (p. 255). De manière contradictoire, les dirigeants régionaux, notamment en Sibérie occidentale, région plus particulièrement étudiée par l'auteur, tentent de se prémunir contre cet afflux, tandis que la logique

policière conduit à une pérennisation du statut d'indésirable par le maintien des restrictions de résidence, parfois en violation du règlement même des passeports.

- 5 Le remplacement de Jagoda par Ežov en septembre 1936 semble marquer, mais pour une courte période, un tournant dans le rôle de la police politique. Cependant la mise en place des opérations de masse, à partir de l'année 1937, apparaît dans le droit fil de la politique menée par son prédécesseur — à une échelle et avec une radicalité décuplées. Shearer examine les différentes hypothèses permettant d'expliquer le lancement des opérations de masse à l'été 1937 — hypothèses centrées sur la nouvelle constitution de 1936 proclamant théoriquement la fin des discriminations d'ordre social ou politique, et la perspective des élections au Soviet Suprême de la fin de l'année 1937, qui firent naître la peur d'un retour des réprouvés. Néanmoins, l'historien insiste sur le fait que les seuls facteurs intérieurs ne peuvent rendre compte ni de la violence ni de l'échelle des opérations de masse, et ne sont pas non plus à même d'expliquer l'accent mis sur les nationalités et la répression contre l'appareil militaire ainsi que contre les officiels du parti et de l'État. Malgré la diversité des lignes répressives qui marquent les années 1937-1938, il y aurait une explication générale que Shearer reprend à Khlevniuk : celle de la crainte d'une guerre imminente, soit avec l'Allemagne soit avec le Japon, au cours de laquelle des insurrections massives seraient à craindre en différents points du territoire soviétique. L'auteur s'emploie ensuite à décrire les mécanismes des opérations de masse, notamment l'évolution des pratiques pour remplir des quotas croissants de victimes. L'étude d'un dossier individuel d'une victime de l'Ordre 00447, le fameux ordre « anti-koulak », permet de décrire le parcours d'un individu classé comme « élément socialement dangereux ».
- 6 Enfin, dans un chapitre conclusif, Shearer tente de décrire l'évolution des logiques policières au cours du second stalinisme. Il distingue pour ce faire les territoires nouvellement annexés, où l'on retrouve la même politique d'ingénierie sociale violente et répressive — assortie de mesures extrajudiciaires — qui avait caractérisé les années 1930. À l'intérieur des anciennes frontières de l'Union soviétique, la répression ne cesse pas, bien au contraire, mais elle s'inscrit désormais dans un cadre judiciaire renforcé par des lois très dures sur la discipline du travail et la défense de la propriété socialiste et privée, tandis que police régulière et police politique sont séparées. Analysé par les dirigeants soviétiques comme une conséquence de la guerre, le désordre social dans le pays en reconstruction est ainsi dépolitisé. L'ouvrage s'achève sur une évocation du démantèlement balbutiant du système répressif stalinien à travers les propositions libérales de Berija de mai 1953, peu avant sa propre arrestation.
- 7 Dans ce livre appelé à faire date, David Shearer développe un récit déjà connu, dans ses grandes lignes, par les spécialistes et même le grand public : en particulier la description et l'explication des opérations de masse des années 1937-1938, bien plus meurtrières que les purges sanglantes du parti et des élites, en montrant le caractère continu des campagnes répressives du milieu des années 1930 contre des pans entiers de la population, classés comme éléments « socialement dangereux » et « socialement nuisibles » ; la construction d'un appareil policier désormais centralisé sous la coupe de la police politique ; la place centrale du nouveau système des passeports, tant dans le fichage que par les mouvements de rafles en divers lieux de l'espace public. Cependant, l'ouvrage vaut pour l'importance impressionnante de sa documentation, même si l'exposition des méandres bureaucratiques, exercice particulièrement périlleux, n'est pas toujours d'une lecture aisée.

- 8 On pourra reprocher à l'ouvrage de ne pas correspondre en totalité aux bornes chronologiques indiquées dans le titre : la matière abondante des années 1930 occupe l'essentiel du propos, les années 1920 et la Seconde Guerre mondiale ne sont à peu près pas traitées, le stalinisme d'après-guerre est abordé très rapidement. Pourtant, dans un ouvrage au propos comparable, Paul Hagenloh² montre bien les racines tsaristes et bolcheviques des pratiques policières, par exemple dans l'instauration de villes à régime spécial, même si les deux auteurs s'accordent sur l'importance radicale du nouveau système des passeports décrété à la fin de l'année 1932. D'autre part, l'ouvrage s'attarde sur les groupes de population qui se retrouvent victimes de la vision policière de l'ordre social, utilisant à de nombreuses reprises les termes de « marginaux » et de « déviants », mais ne note qu'allusivement combien la politique du régime, et ce dès ses débuts, fabrique ces marginaux avant de les expulser des centres vitaux du pays et les anéantir in fine. La mise en évidence des résistances à l'accroissement des mesures extrajudiciaires, à la pérennisation de la mise à l'écart de groupes entiers de la population, au démantèlement de la prise en charge sociale — notamment des enfants vagabonds — constitue un point important du livre. Mais le mécanisme précis des opérations de masse reste à déchiffrer. Shearer n'offre pas de discussion sur les sources qui se trouvent à la disposition du chercheur pour décrypter complètement les méthodes mises en œuvre, notamment dans les zones rurales qui constituent pourtant, comme il le souligne, un terrain privilégié de l'application de l'ordre 00447, ni même dans les territoires « passeportisés ». Pour finir, on peut s'interroger sur le cadre comparatif adopté par l'auteur, qui introduit la notion de politique coloniale dans la mise en valeur de territoires périphériques par des populations aux statuts divers. La comparaison avec les pratiques policières du Troisième Reich n'aurait-elle pas été plus féconde, notamment en matière de traitement des criminels ? Portant à la discussion, l'ouvrage n'en constitue pas moins un apport majeur à l'historiographie du stalinisme.
-

NOTES

1. Devenu le GUGB (Glavnoe upravlenie gosudarstvennoj bezopasnosti).
2. Paul Hagenloh, *Stalin's Police. Public Order and Mass Repression in the USSR, 1926-1941*, Washington-Baltimore: Woodrow Wilson Center Press : The Johns Hopkins University Press, 2009 (voir compte rendu p. 824-827).